

Conclusion

Hayek et la question du capitalisme

Marie-Eve Jalbert*

Relire les penseurs du néolibéralisme s'avère être une tâche pour le moins intéressante, particulièrement pour quiconque cherche à critiquer l'idéologie du capitalisme. On ne s'étonne pas de voir que lorsqu'il est question de capitalisme, on se situe plus souvent qu'autrement du côté de Marx, de Engels et de Proudhon, avec raison : les critiques que ces penseurs ont si justement formulées à l'égard de la propriété privée et de l'accumulation de capital continuent de nourrir la pensée et les agissements de nos contemporains. Ceci ne devrait pas pour autant nous détourner des auteurs qui se sont positionnés en faveur d'un régime de propriété privée et contre la gouverne collective des moyens de production. Il appert, en effet, que les penseurs du socialisme ne sont pas les seuls à avoir mis le capitalisme à l'épreuve de la critique.

Puisqu'il est question, pour cette 11^e édition de l'Intercollégial de philosophie, des jugements qu'il faut porter sur le capitalisme, je propose de conclure ce tour d'horizon par un survol de la pensée d'un des principaux défenseurs du capitalisme au XX^e siècle : l'économiste autrichien Friedrich A. von Hayek. Si Hayek (1899-1992) a consacré une partie de son œuvre à la critique du socialisme, modéré ou révolutionnaire, sa principale contribution à la pensée politique du XX^e siècle demeure la théorie de la division de la connaissance, dont nous verrons que le libéralisme économique et la limitation du rôle de l'État sont des corollaires.

Bien que Hayek se prononce contre les politiques collectivistes depuis le milieu des années trente, ses idées sont reprises beaucoup plus tard; elles gagnent en popularité durant les années soixante-dix et influencent les programmes politiques de plusieurs gouvernements au

* L'auteur est étudiante à la maîtrise en philosophie (Université de Montréal).

courant des années quatre-vingt. Au moment de rédiger ses premiers travaux, Hayek se situe (et se considère) en marge des courants dominants, tant en politique qu'en économie : « presque tout le monde est persuadé que nous devons continuer d'avancer vers le socialisme », dit-il pour insister sur le caractère marginal de sa propre pensée¹. Il ne faut donc pas sous-estimer ce détail si l'on veut comprendre le sens de ses arguments : l'œuvre de Hayek, fondée sur la peur du totalitarisme, se présente d'abord comme la recherche d'un modèle politique *alternatif*. C'est en ce sens que le libéralisme économique, circonscrit par une surveillance accrue de l'État, revêt un caractère pour ainsi dire « progressiste ».

1. Hayek, Mises et le problème du socialisme de marché

Le premier *round* de cette lutte qui oppose Hayek aux partisans du socialisme se déroule dans l'arène « économique ». Durant les années trente, Hayek et son mentor, l'économiste autrichien Ludwig von Mises (1881-1973), s'opposent aux économistes Oskar Lange et Abba Lerner sur la question du socialisme de marché, un système dont la production est gérée par le processus de la concurrence et pour lequel les retombées sont gérées collectivement en vertu de la propriété collective des moyens de production². Ce système, également connu sous le nom du théorème Lange-Lerner, nécessite une détermination contrôlée des prix et un ajustement de ceux-ci via un processus d'essai-erreur. Un tel système mitoyen aurait, aux dires de ses partisans, les avantages du socialisme (allocation collective des ressources et abolition des inégalités) et du libre-marché (efficacité de la production et ajustement des prix). Le rôle du planificateur central (l'État) consisterait, pour le socialisme de marché, à déterminer les prix et à redistribuer les surplus collectifs.

C'est en tant qu'économiste que Hayek joint le débat. Celui-ci soutient que les partisans du socialisme de marché négligent la nature des problèmes de la science économique, reproche qu'il adresse en premier lieu à Marx³. Dans la tradition de l'école autrichienne, de

¹ Hayek, F. (1946), *La route de la servitude*, p. 11.

² Caldwell, B. (2004), *Hayek's Challenge*, p. 217.

³ Hayek, F. (1935), « Socialist Calculation I : The Nature and History of the Problem », p. 128.

laquelle participe Hayek, le rôle de l'économiste consiste à s'intéresser aux circonstances des comportements économiques, à la nature de la connaissance nécessaire à l'action et au contexte de réalisation des interactions sociales. Un problème épistémologique résiste, selon Hayek, au modèle du socialisme de marché :

[q]uel problème cherchons-nous à résoudre lorsque nous essayons de construire un ordre économique rationnel ? [...] Si nous possédons tous les renseignements utiles, si nous partons d'un système de préférences donné, et si nous avons une connaissance complète des moyens disponibles, le problème qui reste posé est purement logique [...] Cela, malheureusement, n'est réellement pas le problème économique auquel une société doit faire face. [...] La raison en est que les « données » sur lesquelles se fonde le calcul économique ne peuvent et ne sont jamais « données » à un esprit unique pour le compte de la société dans son ensemble [...] Le problème économique d'une société n'est dès lors plus seulement un problème d'allocation de ressources « données » [...] Il s'agit plutôt du problème d'obtenir la meilleure utilisation possible de ressources connues par n'importe lequel des membres de la société, à des fins dont l'importance relative est connue de ces individus et d'eux seuls. Ou, pour résumer ceci, il s'agit d'un problème d'utilisation de la connaissance, laquelle n'est donnée à personne dans sa totalité⁴.

Pour Hayek, le socialisme de marché (« un ordre économique rationnel ») peut constituer pour la science économique un problème scientifique adéquat si et seulement si l'économiste connaît les trois catégories de données suivantes : informations pertinentes à la décision (rareté des ressources, état de la production, imprévus, etc.), « système de préférences donné » (une ou plusieurs échelles de valeur) et « connaissance complète des moyens disponibles » (conscience de l'innovation et connaissance des moyens optimaux pour utiliser les ressources disponibles). Or, nous dit Hayek, la nature de la connaissance à partir de laquelle travaille l'économiste n'est pas de cet

⁴ Hayek, F. (1986), « L'utilisation de la connaissance dans la société ».

ordre. Le problème épistémologique qui résiste aux partisans du socialisme de marché est donc celui de la division de la connaissance. Faisons un court détour afin de mieux comprendre ce point soulevé par l'école autrichienne.

1.1. Division de la connaissance et conséquences pour la science économique

Pour Hayek, qui se revendique de la pensée d'Adam Smith, la division du travail est une donnée de base de l'existence en société. La vie commune, soutient-il, nous oblige à renoncer à l'autosuffisance et nous propulse dans un système où l'échange et la coopération sont les principaux modes d'interaction. Si la division du travail permet à chacun, en théorie, de bénéficier de la coopération, elle rend également les individus dépendants les uns des autres. Hayek dira que ceux-ci sont dans une situation d'« interdépendance ».

Le principal apport des travaux de Hayek, et l'un des aspects centraux de son œuvre, est la mise en évidence d'une division de la connaissance analogue à la division du travail. La connaissance réfère ici à l'information (*data*) nécessaire pour la prise de décision, individuelle ou collective. Tout individu ne dispose, pour toute situation, que d'une partie de l'information nécessaire pour entreprendre une action. Ceci vaut également pour tout groupe d'individus, organisation ou État : notre connaissance de la rareté des ressources, des conditions de production et des imprévus, dans un temps réel qui tient compte du changement, est partielle et partiale. Ceci constitue la première opposition au socialisme de marché : l'information nécessaire pour effectuer les décisions collectives adéquates n'est jamais donnée que partiellement; la planification centrale de l'économie est un puzzle économique inadapté aux conditions réelles de la connaissance⁵.

Si la division de la connaissance est une condition insurmontable de l'action humaine, en quoi faut-il plus critiquer le socialisme de marché qu'un autre modèle ? Pour Hayek, il n'y a aucune façon de connaître de manière extensive l'ensemble des informations nécessaires à la prise de décision. Il y a, en revanche, des institutions qui sont mieux adaptées à la dynamique de la division de la

⁵ Cet argument, développé durant les années trente, est synthétisé dans l'article « The Use of Knowledge in Society » (voir la bibliographie).

connaissance. C'est donc en fonction du degré d'efficacité d'une institution à convoier adéquatement l'information que l'on peut juger du meilleur des systèmes économiques. La concurrence du marché, par le biais du mécanisme des prix, est l'institution qui, pour Hayek, demeure la mieux adaptée à la circulation de l'information quant aux ressources disponibles, aux besoins réels et à toute autre information qui aura une incidence sur les interactions des agents économiques⁶. Le socialisme de marché ne fait pas le poids contre les mécanismes du libre-marché puisque ces derniers, affirme Hayek, sont plus réactifs à la variation perpétuelle de l'information.

Le débat sur le calcul socialiste a lieu au courant des années trente, alors que les économistes sont appelés à élucider les causes de la grande crise économique. Mais les années trente ne sont pas seulement celles qui suivent le krach de la Bourse de New York. En Europe et ailleurs dans le monde, c'est surtout une époque de tensions entre les différents intérêts nationaux (guerre civile espagnole, conflits entre la Chine et la Japon) et de montée du totalitarisme (nazisme hitlérien, fascisme de Mussolini et communisme soviétique). L'Autriche se voit annexée à l'Allemagne dès 1938, et bien que Hayek n'y réside plus, l'événement demeure marquant pour la pensée de ce dernier, qui délaisse peu à peu l'économie pour se consacrer plus largement à la pensée politique.

2. La route de la servitude

C'est dans *La Route de la servitude* (1946) que Hayek développe plus largement son opposition politique et morale au socialisme. Son argument, qui mise sur une condamnation morale du socialisme, stipule que le mode d'organisation socialiste est à l'origine des horreurs de la deuxième guerre mondiale. Le parti national-socialiste d'Hitler et le fascisme mussolinien demeurent, pour Hayek, un prolongement des idéaux collectivistes; la répression qui accompagne l'effort communiste en U.R.S.S., sous le régime de Staline, nourrit également l'argument selon lequel la collectivisation des moyens de production entrave gravement la liberté des citoyens de l'Union soviétique.

⁶ Hayek, F. (1946), « The Meaning of Competition ».

À en croire ce dernier, le «socialisme» est une expression galvaudée. Au premier abord, le terme désigne des objectifs et des « idéaux de justice sociale, d'égalité et de sécurités accrues⁷ ». Ceci ne résume pourtant pas le programme collectiviste du socialisme, qui consiste pour Hayek dans l'«abolition de l'entreprise privée, [l'abolition] de la propriété privée des moyens de production [et la] création d'un système d'économie planifiée⁸ ». Le mirage du socialisme, pour reprendre la formule de Hayek⁹, opère lorsque se confondent les idéaux, ou les fins du socialisme, avec les moyens que le terme désigne.

L'argument de la «route de la servitude» consiste donc à démontrer que, malgré la noblesse des idéaux socialistes, les moyens dont le socialisme fait la promotion reposent ultimement sur l'assujettissement de la majorité à un groupe de dirigeants. Hayek soutient en effet que dès que l'on octroie un pouvoir de gestion collective à un groupe de personne, comme c'est d'ailleurs le cas dans l'application d'un programme socialiste, on crée les conditions d'exploitation d'une majorité par une minorité. De manière ironique, ceci place Hayek sur la même latitude que les socialistes, en cela qu'ils partagent un même désir : mettre fin aux conditions de l'aliénation d'une classe politique par une autre. Si la liberté constitue une fin commune aux libéraux et aux socialistes, les deux parties sont en opposition quant aux moyens à entreprendre pour réaliser cet idéal. Hayek espère convaincre « que la route de la liberté promise » par les socialistes anglais « ne mène qu'à la servitude¹⁰ ».

Il est étonnant de lire que pour Hayek, qui reprend ici une citation de Tocqueville, « le socialisme fait de chaque homme un agent, un instrument, un chiffre¹¹ ». Le sens et l'utilisation de cette citation dans son ouvrage de 1946 sont univoques : Hayek refuse l'exploitation d'un être humain par un autre. Ceci est étonnant dans la mesure où ce sont des reproches que nous adressons aujourd'hui au capitalisme, en tant que mode de production qui autorise l'exploitation des animaux et des êtres humains et qui priorise le profit au détriment des

⁷ Hayek, F. (1946), *La route de la servitude*, p. 30.

⁸ *Ibid.*

⁹ Hayek, F. (1976), « The Mirage of Social Justice ».

¹⁰ Hayek, F. (1946), *La route de la servitude*, p. 26.

¹¹ *Ibid.*, p. 25.

conditions de travail. Un parallèle se dessine ainsi entre des penseurs du libéralisme comme Hayek et les avocats du socialisme tels que Marx : l'être humain ne doit en aucun cas être considéré comme un moyen (« un instrument ») pour atteindre un but. Suivant cette affirmation, pourrait-on imaginer une réponse hayekienne aux problèmes qu'engendrent aujourd'hui le capitalisme ? Nous verrons que Hayek fournit quelques pistes de réflexions dans son ouvrage de 1946.

3. Capitalisme et laissez-faire : les néolibéraux à la recherche d'une alternative libérale

Durant la première moitié du XX^e siècle, le libéralisme est largement associé au laissez-faire. Ce concept fait généralement référence à la doctrine selon laquelle l'État doit limiter ses actions à la fois pour des motifs économiques (favoriser la croissance économique par le retrait des mesures protectionnistes), politiques (augmenter le bénéfice individuel et collectif grâce au libre-échange) et éthiques (limiter l'interférence des actions de l'État avec la sphère d'action individuelle)¹². Ces mesures, on se l'imagine assez facilement, bénéficient d'abord et avant tout aux grands propriétaires, d'autant plus qu'elles sont rapidement accompagnées par des droits juridiques octroyés aux corporations (personnalité juridique, responsabilité limitée, etc.) Pour plusieurs, ces politiques libérales ont largement contribué à accroître les inégalités et à exacerber les réactions à l'égard du pouvoir politique, de manière à ce que l'on puisse confondre le libéralisme avec « le laissez-faire, le laisser-passer, et [...] le laissez-souffrir¹³ ».

Sur ce point, Hayek est catégorique : le laissez-faire, à l'instar du socialisme, est condamnable parce qu'il autorise l'exploitation. Pour Hayek, et plus généralement pour les néolibéraux des années trente et quarante, il existe un faux dilemme entre, d'une part, le socialisme et la collectivisation des ressources et, d'autre part, le laissez-faire et

¹² Il est important de distinguer cette acception du laissez-faire de la doctrine des physiocrates (deuxième moitié du 18^e siècle), pour des raisons que je ne peux malheureusement pas exposer ici.

¹³ Audier, S. (2008), *Le Colloque Lippmann : aux origines du néo-libéralisme*, p. 270.

l'abstention de l'État dans la sphère économique. Une troisième voie, celle de l'« encadrement rationnel de la concurrence », est celle qui doit être envisagée :

[i]l est important de ne pas confondre l'opposition à cette sorte de planisme avec une attitude de *laissez-faire* dogmatique. Le libéralisme veut qu'on fasse le meilleur usage possible des forces de la concurrence en tant que moyen de coordonner les efforts humains; il ne veut pas qu'on laisse les choses en l'état où elles sont. Le libéralisme est basé sur la conviction que la concurrence est le meilleur moyen de guider les efforts individuels. Il ne nie pas, mais souligne au contraire, que pour que la concurrence puisse jouer un rôle bienfaisant, une armature juridique soigneusement conçue est nécessaire; il admet que les lois passées et présentes ont de graves défauts. Il ne nie pas non plus que partout où il est impossible de rendre la concurrence efficace, il nous faut recourir à d'autres méthodes pour guider l'activité économique¹⁴.

En ce sens, le libéralisme économique constitue un modèle alternatif à condition que soit mis en place un système de protection de la concurrence et un encadrement juridique des pratiques concurrentielles. L'État doit donc avoir un rôle actif dans la pondération des activités économiques.

Plusieurs décennies plus tard, Hayek continue de soutenir que « le capitalisme tel qu'il existe aujourd'hui a indéniablement plusieurs défauts remédiables qu'une adéquate politique de la liberté doit corriger¹⁵ ». Si le libéralisme économique demeure, selon Hayek, le système le mieux adapté à la nature du problème économique, il faut reconnaître que celui-ci engendre de nouveaux problèmes pour les sciences économiques, politiques et sociales. « Il n'y a rien dans les principes du libéralisme qui permette d'en faire un dogme immuable; il n'y a pas de règles stables, fixées une fois pour toutes¹⁶ », martèle-t-il.

¹⁴ Hayek, F. (1946), *La route de la servitude*, p. 33.

¹⁵ Hayek, F. (1976), « The Mirage of Social Justice », p. 294. [Je traduis.]

¹⁶ Hayek, F. (1946), *La route de la servitude*, p. 20.

4. Remarque sur la propriété privée chez Hayek

Avant de conclure, j'aimerais souligner que l'importance de la propriété privée demeure certes l'un des principaux sujets de discordes avec les penseurs du socialisme. L'économiste autrichien valorise le système de propriété privée parce que ce dernier permet de garantir la liberté au sein de la vie en société. Le système de propriété privée demeure également un dispositif nécessaire pour la réalisation de la justice, en ce qu'il permet à l'individu (et au groupe d'individus) d'évaluer ses relations avec autrui (obligations, responsabilité, réparation des torts, etc.)

Il est toutefois important de garder en tête que la conception hayekienne de la propriété privée ne participe pas de la doctrine de la « propriété de soi », comme c'est le cas pour des auteurs tels que Robert Nozick. Suivant une certaine lecture du philosophe John Locke, les partisans de la propriété de soi soutiennent que l'individu est le seul et unique propriétaire de lui-même, de son corps et plus généralement du produit de son travail¹⁷. Ce principe fondamental leur permet de rejeter toute obligation de coopérer avec un autre individu et, par extension, tout système d'impôts et de financement des obligations collectives. De manière générale, on dira que le principe de propriété de soi autorise une condamnation morale de toute ingérence de l'État qui ne s'inscrit pas dans un cadre minimal d'interventions autorisées.

Si j'effectue ce détour théorique, c'est pour montrer que Hayek ne souscrit pas à une telle conception du droit individuel. Les privilèges liés à la propriété privée constituent une garantie juridique, et par extension institutionnelle, que seul l'État est en mesure d'octroyer. Cela signifie que l'individu ne peut invoquer la propriété privée de soi pour refuser les obligations collectives de l'État : le dispositif juridique qui lui permet de protéger son domaine privé est d'ores et déjà le produit de l'action collective¹⁸. Contrairement au libéralisme de Nozick, le néolibéralisme de Hayek autorise sous certaines conditions le financement des biens collectifs¹⁹.

¹⁷ Wolff, J. (1991), *Robert Nozick: Property, Justice and the Minimal State*, p. 7-8.

¹⁸ Hayek, F. (1976), « The Mirage of Social Justice », p. 201.

¹⁹ Hayek, F. (1979), « The Political Order of a Free People », p. 382.

5. Pour ou contre l'État ? Un dilemme à revoir

Ainsi avons-nous vu que Hayek s'oppose au socialisme de marché pour des raisons à la fois épistémologiques et morales : la division de la connaissance et la route de la servitude font du libéralisme économique (pour ne pas dire du capitalisme) un système politique et économique mieux adapté aux conditions socio-historiques de l'interaction humaine. Hayek ne croit pas pour autant que le capitalisme doit se soustraire à la critique, en tant qu'il autorise, tout comme le socialisme, certaines formes d'exploitation. Afin de ne pas reconduire les erreurs du laissez-faire, le (néo)libéralisme économique de Hayek pose un critère, celui de l'encadrement du marché et de la concurrence par l'État, dans l'orientation des politiques à adopter.

Comme Maurice Lagueur le fait remarquer dans « Le Néolibéralisme et la gauche », nos catégories politiques souffrent de préjugés et d'associations-types qui grossissent parfois les traits des différentes postures politiques, à droite comme à gauche. Le couple « socialisme/interventions de l'État » est l'une de ces associations traditionnelles qui servent souvent à décrire la gauche progressiste. Or, « si la gauche a été généralement friande d'institutions » souligne Lagueur, « le recours à l'État comme tel a été bien loin d'occuper, au sein des idées qu'elle a défendues, une place aussi sacrée que celle qu'elle a toujours réservée à la justice sociale ». L'époque du laissez-faire politique (tel qu'on l'a défini plus tôt), marqué par un désinvestissement de l'État pour la cause sociale, aurait contribué à placer l'intervention de l'État au sein des revendications socialistes. Mais rien, au départ, ne justifie cette association, surtout lorsqu'on considère qu'à gauche, l'État a aussi « été perçu [...] comme un instrument dangereux dont il y a lieu de se méfier ».

La réflexion de Lagueur est porteuse d'une idée : le recours à l'État n'a jamais été le propre d'une idée politique spécifique. Je crois que c'est le sens que Hayek donne au « faux-dilemme » qui semble constamment hanter la réflexion sur le politique : nous avons, en réalité, moins à choisir entre, d'un côté, le socialisme et la prise en charge de tous les aspects de la vie commune par l'État et, de l'autre, le libre cours aux lois du marché et l'asservissement de l'État au règne de la concurrence; il s'agit plutôt de déterminer, à partir des enjeux soulevés par les défauts du socialisme et du capitalisme, de quelle

manière il nous faut envisager un modèle adapté aux réalités contemporaines et aux idéaux qui motivent notre vie en communauté. Mis à part les théories radicales de l'État (le totalitarisme et son opposé le laissez-faire), tous les courants de pensée politiques et économiques ont entretenu un rapport ambigu avec l'État. Nos regards critiques, qu'ils soient portés sur le capitalisme, la social-démocratie, l'interventionnisme, le libertarisme, doivent constamment être renouvelés dès lors que l'on reconnaît que cet organe par lequel se manifeste la souveraineté est le terrain de constants changements.

Bibliographie

- Audier, S. (2008), *Le Colloque Lippmann : aux origines du néo-libéralisme*, Lormont, Éditions Le Bord de l'eau, 354 p.
- Caldwell, B. (2004), *Hayek's Challenge*, Chicago, University of Chicago Press, 489 p.
- Hayek, F. (1935), « Socialist Calculation I : The Nature and History of the Problem », dans Hayek, F. (dir.), *Individualism and Economic Order*, South Bend, Gateway Editions, p.119-147.
- Hayek, F. (1945), « The Use of Knowledge in Society », dans Hayek, F. (dir.), *Individualism and Economic Order*, South Bend, Gateway Editions, p.77-91.
- Hayek, F. (1946), *La route de la servitude*, Paris, Quadrige/Puf, 176 p.
- Hayek, F. (1946), « The Meaning of Competition », dans Hayek, F. (dir.), *Individualism and Economic Order*, South Bend, Gateway Editions, p.92-106.
- Hayek, F. (1973), « Rules and Order », dans Law, Legislation and Liberty. London and New York: Routledge, p.9-168.
- Hayek, F. (1976). « The Mirage of Social Justice », dans Hayek, F., *Law, Legislation and Liberty*, London and New York, Routledge, p.169-344.
- Hayek, F. (1979), « The Political Order of a Free People », dans Hayek, F., *Law, Legislation and Liberty*, London and New York, Routledge, p.345-507.
- Hayek, F. (1986) « L'utilisation de la connaissance dans la société », traduction révisée par E. Martin, *Revue d'économie politique*, Paris.

- Lagueux, M. (1987), « Le néo-libéralisme et la gauche », dans Beaudry, L. et Jalbert, L. (dir.), *Les métamorphoses de la pensée libérale sur le néo-libéralisme actuel*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, p. 157-191.
- Wolff, J. (1991), *Robert Nozick: Property, Justice and the Minimal State*, Stanford, Stanford University Press, 168 p.